



*Négociations dans les secteurs public et parapublic*

## **Les élus libéraux sont-ils capables de livrer la marchandise ?**

**(Sept-Îles, le 31 mai 2010)** - Des travailleuses et travailleurs des services publics ont fait une visite ce midi au bureau régional de la Côte-Nord du conseil du trésor, pour rappeler que le gouvernement libéral avait promis de mener les négociations avec diligence. Plus de sept mois après le dépôt des demandes syndicales et plus de deux mois après l'expiration du décret, les représentants régionaux du Front commun ont ainsi témoigné de l'exaspération des travailleuses et des travailleurs de l'État à voir ces négociations traîner en longueur alors que les enjeux sont importants et clairement définis.

« Depuis le début de cette ronde de négociations, en octobre dernier, et à chaque occasion qu'ils ont de le faire, les poids lourds du gouvernement Charest clament sur toutes les tribunes qu'ils souhaitaient des négociations constructives et diligentes. Comment se fait-il que, sept mois plus tard, les résultats tardent à venir ? Fini le temps des beaux discours, il est temps que les ministres responsables concrétisent leurs engagements ! », a déclaré Marius Boudreau, du Secrétariat intersyndical des services publics (SISP).

### **Toute la chance aux négociations**

« Du côté syndical, je ne vois pas ce que nous aurions pu faire de plus pour donner toutes les chances à la négociation », déclare Guillaume Tremblay, de la Confédération des syndicats nationaux (CSN). Il rappelle que les syndicats ont ciblé comme jamais les enjeux et déposé leurs projets de négociation plusieurs mois avant l'expiration des conventions collectives. Ils n'ont exercé aucun moyen de pression perturbateur. Les dirigeants syndicaux ont pris soin, à chacune de leurs interventions, de ne pas jeter de l'huile sur le feu. « Nous sommes demeurés aux tables de négociations et avons multiplié les démarches pour faire débloquer les travaux à toutes les étapes. Mais nous ne pouvons pas régler seuls, il faut du mouvement de l'autre côté aussi ! », ajoute-t-il.

### **Accentuer la pression pour obtenir un règlement**

« Le gouvernement n'a pas encore saisi l'occasion qui se présentait à lui de régler les conventions collectives dans un climat exempt de conflit de travail. Nous augmenterons la pression tant que cela sera nécessaire. Les travailleuses et les travailleurs de l'État veulent être respectés et convenir de contrats de travail qui leur permettront de mieux remplir leurs missions auprès de la population. Nous lançons un appel à tous les élus du parti au pouvoir : les comités patronaux doivent se mettre sérieusement à la tâche pour

convenir rapidement d'ententes avec les 500 000 travailleuses et travailleurs de l'État », a pour sa part plaidé Bertrand Méthot, de la Fédération des travailleurs et des travailleuses du Québec (FTQ).

### **Poursuite des négociations**

Les négociations se poursuivent aux tables, la plupart en présence d'un médiateur. Parallèlement, les organisations syndicales du milieu de la santé et des services sociaux complètent les démarches liées au maintien des services essentiels, une obligation légale vers l'obtention du droit de grève. Ainsi, les syndicats du Front commun pourraient avoir recours à des moyens de pression lourds dès le début de l'automne, si cela s'avérait nécessaire.

Au niveau salarial, le Front commun revendique la protection du pouvoir d'achat des salariés par rapport à l'évolution prévisible du taux d'inflation. Il revendique également un rattrapage salarial par rapport à l'ensemble des autres salariés québécois

### **À propos du Front commun**

Le Front commun négocie au nom de 475 000 salariés de l'État. Il réunit tous les grands syndicats présents dans les secteurs public et parapublic, soit les organisations regroupées au sein du SISP (CSQ, FIQ, SFPQ, APTS et SPGQ), de la CSN (FSSS, FEESP, FNEEQ et FP) et de la FTQ (SCFP, SQEES, SEPB et UES).

– 30 –

**Sources :** SISP, CSN, FTQ

### **Renseignements :**

Marius Boudreau, représentant régional, SISP : 418-560-4735

Guillaume Tremblay représentant régional, CSN : 418-295-6722

Bertrand Méthot représentant régional, FTQ : 418-965-5055